

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**Art. 3.** Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

S. VANDEPUT

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2015.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Defensie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 juli 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,

S. VANDEPUT

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203610]

**16 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant plusieurs arrêtés du Gouvernement wallon en ce qui concerne les rubriques 41 et 42 de la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 4, alinéa 1<sup>er</sup> et 21, alinéa 3;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D.66, § 2, rétabli par le décret du 10 novembre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 9 mars 2015;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'avis n° 57.579/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le captage d'eau dénommé également la prise d'eau et le traitement de l'eau sont visés de la même manière par la rubrique 41 et par ses sous-rubriques à l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 précité;

Considérant que le captage d'eau dénommé également la prise d'eau et le traitement de l'eau sont des opérations totalement distinctes, qu'il est proposé de retirer de l'intitulé de la rubrique 41 le mot "traitement";

Considérant toutefois qu'il convient de classer plus spécifiquement l'installation de traitement de l'eau destinée à la consommation humaine en vue d'accroître la protection de la santé publique;

Considérant, en effet, que le traitement d'eau de surface potabilisable nécessite un traitement complexe de potabilisation et des opérations de désinfection à grande échelle avec utilisation de désinfectants puissants comme le chlore gazeux, le dioxyde de chlore, l'ozone, etc., que les installations de traitement d'eau destinée à la consommation humaine nécessitent toujours l'utilisation de produits qui peuvent entraîner par réactions chimiques l'injection de substances plus ou moins toxiques dans l'eau (substances cancérigènes, etc.), qu'il convient de maintenir ce type d'installation en classe 2;

Considérant qu'il est donc proposé de créer une nouvelle rubrique 42.00 spécifique au traitement de l'eau destinée à la consommation humaine et que cette nouvelle rubrique comprendra une sous-rubrique visant les installations de traitement d'eau souterraine destinée à la consommation humaine et une sous-rubrique classant les installations de traitement d'eau de surface destinée à la consommation humaine;

Considérant, par contre, que des installations compactes, de faible taille (installations UV ou installation de pompes doseuses d'hypochlorite de soude ou chloration par du chlore gazeux) sont utilisées couramment dans toutes les infrastructures de production (y compris au captage) et de distribution d'eau publique, que ces installations sont destinées à la désinfection et à la protection de l'eau, pendant son transport et sa distribution, contre le risque de recontamination, que ces petites installations comportent de faibles risques pour l'environnement et pour la santé humaine et que le classement de ces installations n'est pas nécessaire, sauf lorsqu'elles sont utilisées pour traiter les eaux de surface sans autre traitement préalable, ce qui peut conduire, le cas échéant, à une occultation rapide des lampes des installations UV ou à une formation importante de THM (trihalométhanes) en cas d'usage d'hypochlorite de soude;

Considérant par ailleurs que les risques générés par des installations de plus grande taille utilisant les procédés de traitement par pompes doseuses d'hypochlorite de soude ou par chlore gazeux sont plutôt liés au dépôt et à la manutention du chlore, que ces derniers sont déjà visés par la rubrique 63, qu'il est, par conséquent, proposé d'exclure de la nouvelle rubrique 42 les installations de traitement UV et les installations de désinfection à l'hypochlorite de soude des eaux souterraines destinées à la consommation humaine;

Considérant en outre que la liste et les doses maximales des substances et matériaux autorisés pour la préparation ou la distribution des eaux destinées à la consommation humaine est établie à l'annexe XXXII du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et que ces dispositions ont force obligatoire à l'égard des fournisseurs d'eaux destinées à la consommation humaine;

Considérant enfin que le traitement de l'eau non destinée à la consommation humaine est visé par d'autres rubriques de la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, notamment les procédés de traitement de l'eau énumérés sous la rubrique 90.1 (traitement de l'eau), que des normes de rejet de l'eau auxquelles ces installations de traitement doivent répondre sont prévues par ailleurs, notamment dans le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et dans les conditions sectorielles et intégrales qui leur sont applicables, que pour ces raisons, il n'apparaît pas nécessaire de classer ces procédés de traitement de l'eau dans la rubrique 42;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2004, la rubrique 41 est remplacée par ce qui suit :

41 CAPTAGE (PRISE D'EAU)						
41.0 Captage (PRISE D'EAU)						
41.00 Captage (prise d'eau)						
41.00.01 Installation pour la prise d'eau de surface potabilisable ou destinée à la consommation humaine	2		DESO DNF			
41.00.02 Installation pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine						
41.00.02.01 d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup> /jour ou approvisionnant moins de 50 personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique	3					
41.00.02.02 d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an à l'exception des installations visées en 41.00.02.01	2		DESO			
41.00.02.03 d'une capacité de prise d'eau supérieure à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an	1	X	DESO			
41.00.03 Installation pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine						
41.00.03.01 d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m <sup>3</sup> /jour et à 3 000 m <sup>3</sup> /an	3					
41.00.03.02 d'une capacité de prise d'eau supérieure à 10 m <sup>3</sup> /jour ou à 3 000 m <sup>3</sup> /an et inférieure ou égale à 10 000 000 m <sup>3</sup> /an	2		DESO			
41.00.03.03 d'une capacité de prise d'eau de plus de 10 000 000 m <sup>3</sup> /an	1	X	DESO			
41.00.04 Installation pour la recharge ou les essais de recharge artificielle des eaux souterraines	1	X	DESO			

**Art. 2.** Dans l'annexe I<sup>re</sup> du même arrêté, une rubrique 42 est insérée et rédigée comme suit :

42 TRAITEMENT DE L'EAU						
42.0 Traitement de l'eau destinée à la consommation humaine						
42.00 Traitement d'eau souterraine destinée à la consommation humaine						
42.00.01 Installation de traitement d'eau souterraine destinée à la consommation humaine, à l'exception des installations de traitement UV et des installations de désinfection à l'hypochlorite de soude	2		DESO			
42.01 Traitement d'eau de surface destinée à la consommation humaine						
42.01.01 Installation pour le traitement d'eau de surface destinée à la consommation humaine	2		DESO			

**Art. 3.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. »

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine visées aux rubriques 41.00.02.02 et 41.00.02.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine visées aux rubriques 41.00.03.02 et 41.00.03.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. »

**Art. 5.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine. »

**Art. 6.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour ou approvisionnant moins de 50 personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour et 3000 m<sup>3</sup>/an visées aux rubriques 41.00.02.01 et 41.00.03.01 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. »

**Art. 7.** Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité  
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203610]

**16. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung mehrerer Erlasse der Wallonischen Regierung betreffend die Rubriken 41 und 42 der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3 Absatz 4, 4 Absatz 1 und 21 Absatz 3;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel 66 § 2, wieder eingeführt durch das Dekret vom 10. November 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser;

Aufgrund des am 9. März 2015 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen;

Aufgrund des am 22. Juni 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 57.579/4;

In der Erwägung, dass die Wasserentnahme, auch Wasserentnahmestelle genannt, sowie die Wasserbehandlung auf dieselbe Weise in der Rubrik 41 und in ihren Unterrubriken in Anhang I des vorerwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 erwähnt werden;

In der Erwägung, dass die Wasserentnahme, auch Wasserentnahmestelle genannt, sowie die Wasserbehandlung völlig unterschiedliche Vorgänge sind, und dass vorgeschlagen wird, das Wort "Behandlung" im Titel der Rubrik 41 zu streichen;

In der Erwägung, dass es jedoch angebracht ist, die Anlage zur Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers spezifischer einzustufen, um den Schutz der öffentlichen Gesundheit zu erhöhen;

In der Erwägung, dass die Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem Oberflächenwasser eine komplexe Trinkwasseraufbereitung und Desinfektionsvorgänge in großem Maßstab unter Verwendung starker Desinfektionsmittel wie Chlorgas, Chlordioxid, Ozon usw. erfordert, dass für die Anlagen zur Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser stets Produkte verwendet werden müssen, die durch chemische Reaktion die Injektion von mehr oder weniger schädlichen Stoffen (krebserregende Substanzen usw.) ins Wasser verursachen; dass es angebracht ist, diese Art von Anlagen in der Klasse 2 beizubehalten;

In der Erwägung, dass demnach vorgeschlagen wird, eine neue, für die Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers spezifische Rubrik 42.00 zu erstellen und dass diese neue Rubrik eine Unterrubrik, die die Anlagen zur Behandlung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser betrifft, und eine Unterrubrik, die die Anlagen zur Behandlung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Oberflächenwasser einstuft, umfasst;

In der Erwägung, dass andererseits in allen Wassergewinnungsinfrastrukturen (einschließlich bei der Wasserentnahme) und öffentlichen Wasserversorgungsinfrastrukturen häufig kompakte Anlagen von geringer Größe (UV-Anlagen oder Einrichtung von Pumpen zur Dosierung von Hypochlorit oder Chlorierung durch Chlorgas) verwendet werden; dass diese Anlagen für die Desinfektion und den Schutz des Wassers während dessen Transport und Verteilung gegen jedes Risiko einer Verschmutzung bestimmt sind, dass diese kleinen Anlagen geringe Risiken für die Umwelt und die menschliche Gesundheit beinhalten und dass die Einstufung dieser Anlagen nicht notwendig ist, außer wenn sie für die Behandlung des Oberflächenwassers ohne andere vorherige Behandlung benutzt werden, was gegebenenfalls zu einer raschen Verdunkelung der Lampen der UV-Anlagen oder einer starken Bildung von THM (Trihalomethane) bei der Verwendung von Hypochlorit führen kann;

In der Erwägung, dass außerdem die durch größere Anlagen, die Behandlungsverfahren mittels Pumpen zur Dosierung von Hypochlorit oder mittels Chlorgasen verwenden, verursachten Risiken eigentlich eher mit der Lagerung und der Handhabung des Chlors verbunden sind, dass diese bereits in der Rubrik 63 erwähnt werden, und dass demnach vorgeschlagen wird, die Anlagen für die UV-Behandlung und für die Desinfektion des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Grundwassers durch Hypochlorit aus der neuen Rubrik 42 auszuschließen;

In der Erwägung außerdem, dass die Liste und die höchst zulässigen Dosen der für die Vorbereitung oder Verteilung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers zugelassenen Stoffe und Materialien in Anhang XXXII des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, angeführt sind und dass diese Bestimmungen für die Lieferanten von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Wasser verbindlich sind;

In der Erwägung, dass die Behandlung des nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers in anderen Rubriken der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt wird, insbesondere die in der Rubrik 90.1 (Behandlung des Wassers) angeführten Verfahren zur Behandlung des Wassers; dass die Normen für die Ableitung des Wassers, denen diese Anlagen genügen müssen, anderswo vorgesehen sind, insbesondere im Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und in den sektorbezogenen und integralen Bedingungen, die auf sie anwendbar sind, dass es aus diesen Gründen nicht notwendig erscheint, diese Verfahren zur Behandlung des Wassers in die Rubrik 42 einzustufen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Anhang I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2004, wird die Rubrik 41 durch Folgendes ersetzt:

41 WASSERENTNAHME (WASSERENTNAHMESTELLE)						
41.0 Wasserentnahme (WASSERENTNAHMESTELLE)						
41.00 Wasserentnahme (Wasserentnahmestelle)						
41.00.01 Anlage zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Oberflächenwasser	2		DESO DNF			
41.00.02 Anlage zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser						
41.00.02.01 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von höchstens 10 m <sup>3</sup> /Tag oder zur Versorgung von weniger als 50 Personen, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit erfolgt	3					
41.00.02.02 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von höchstens 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr mit Ausnahme der unter 41.00.02.01 genannten Anlagen	2		DESO			

41.00.02.03 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von mehr als 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr	1	X	DESO			
41.00.03 Anlage zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser						
41.00.03.01 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von höchstens 10 m <sup>3</sup> /Tag und 3 000 m <sup>3</sup> /Jahr	3					
41.00.03.02 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von mehr als 10 m <sup>3</sup> /Tag oder 3 000 m <sup>3</sup> /Jahr oder von höchstens 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr	2		DESO			
41.00.03.03 mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von mehr als 10 000 000 m <sup>3</sup> /Jahr	1	X	DESO			
41.00.04 Anlage zur Anreicherung oder für Versuche zur künstlichen Anreicherung von Grundwasser	1	X	DESO			

**Art. 2** - In Anhang I desselben Erlasses wird eine Rubrik 42 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

42 BEHANDLUNG DES WASSERS						
42.0 Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Wassers						
42.00 Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Grundwassers						
42.00.01 Anlage zur Behandlung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser, mit Ausnahme der UV-Behandlungsanlagen und der Anlagen zur Desinfektion durch Hypochlorit	2		DESO			
42.01 Behandlung des für den menschlichen Gebrauch bestimmten Oberflächenwassers						
42.01.01 Anlage zur Behandlung von für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Oberflächenwasser	2		DESO			

**Art. 3** - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch Folgendes ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung.»

**Art. 4** - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser, die in den Rubriken 41.00.02.02. und 41.00.02.03. des Anhangs I des Erlasses der wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, und auf die Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser, die in den Rubriken 41.00.03.02 und 41.00.03.03 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, anwendbar.»

**Art. 5** - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser wird durch Folgendes ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser.»

**Art. 6** - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Artikel 1 - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf die Anlagen zur Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag oder zur Versorgung von weniger als 50 Personen, sofern die Wasserbereitstellung nicht im Rahmen einer gewerblichen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit erfolgt, und auf die Anlagen zur Entnahme von nicht zu Trinkwasser aufbereitem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Kapazität für die Wasserentnahme von höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag und 3 000 m<sup>3</sup>/Jahr, die in den Rubriken 41.00.02.01 und 41.00.03.01 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, anwendbar.»

**Art. 7** - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbezüglichen Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 8** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203610]

**16 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van meerdere besluiten van de Waalse Regering wat betreft de rubrieken 41 en 42 van de lijst van de aan een milieueffectenstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 4, eerste lid en 21, derde lid;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.66, § 2, opnieuw ingevoerd bij het decreet van 10 november 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 9 maart 2015;

Gelet op het rapport over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op advies nr. 57.579/4 van de Raad van State, gegeven van 22 juni 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de onttrekking van water ofte waterwinning en de waterbehandeling op dezelfde wijze beoogd worden in rubriek 41 en de subrubrieken van bijlage I bij voornoemd besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002;

Overwegende dat de onttrekking van water ofte waterwinning en de waterbehandeling totaal verschillende verrichtingen zijn, dat voorgesteld wordt om het woord « waterbehandeling » uit het opschrift weg te laten;

Overwegende dat de installatie voor waterbehandeling voor menselijke consumptie evenwel specifiek ingedeeld moet worden om de bescherming van de volksgezondheid te verhogen;

Overwegende dat de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater immers een complexe waterzuiveringsbehandeling en grootschalige ontsmettingsverrichtingen vereist onder gebruikname van krachtige ontsmettingsmiddelen zoals gasvorming chloor, chloordioxide, ozon enz., dat de waterbehandelingsinstallaties voor menselijke consumptie steeds het gebruik van producten vereisen die via chemische reacties de introductie van min of meer toxische stoffen in het water tot gevolg kunnen hebben (kankerverwekkende stoffen, enz.), dat dit type installaties in klasse 2 behouden moet worden;

Overwegende dat dus voorgesteld wordt om een nieuwe specifieke rubriek op te richten voor de behandeling van water voor menselijke consumptie en dat die nieuwe rubriek een subrubriek zal bevatten die de behandelingsinstallaties voor grondwater voor menselijke consumptie zal bevatten, evenals een subrubriek die de installaties voor de behandeling van grondwater voor menselijke consumptie indeelt;

Overwegende dat kleinschalige compacte installaties (UV-installaties of doseerpompinstallaties voor natriumhypochloriet of chloormenging door gasvormig chloor) doorgaans in alle productie-installaties (met inbegrip van de waterwinning) en de distributie van leidingwater gebruikt worden, dat die installaties bestemd zijn voor de ontsmetting en de bescherming van water, tijdens het vervoer en de verdeling ervan, tegen het herbesmettingsrisico, dat die kleine installaties geringe risico's inhouden voor het milieu en de menselijke gezondheid en dat de indeling van die installaties niet nodig is, behalve indien ze gebruikt worden voor de behandeling van de oppervlaktewateren zonder enige andere voorafgaande behandeling, wat in voorkomend geval kan leiden tot een snelle occultatie van de lampen van de UV-installaties of tot een aanzienlijke vorming van THM (trihalomethanen) in geval van gebruik van natriumhypochloriet;

Overwegende dat de risico's voortvloeiend uit grootschaligere installaties die gebruik maken van behandelingsprocedures via doseerpompen voor natriumhypochloriet of via gasvormig chloor eerder verband houden met de vorming van de chloorlaag en met de instandhouding van chloor, dat deze procedures reeds onder rubriek 63 vallen, dat er bijgevolg voorgesteld wordt om de installaties voor UV-behandeling en de installaties voor de ontsmetting van natriumhypochloriet voor grondwater voor menselijke consumptie van de nieuwe rubriek 42 uit te sluiten;

Overwegende dat de lijst en de maximumdosissen aan stoffen en materialen die toegelaten zijn voor de voorbereiding of de distributie van water voor menselijke consumptie bovendien vastgesteld is in bijlage XXXII bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en dat die bepalingen bindend zijn voor de leveranciers van water voor menselijke consumptie;

Overwegende dat de behandeling van water dat niet voor menselijke consumptie bestemd is ten slotte beoogd wordt in andere rubrieken van de lijst van projecten onderworpen aan een milieueffectenonderzoek en van ingedeelde installaties en activiteiten, met name de procedures voor waterbehandeling vernoemd in rubriek 90.1 (waterbehandeling), dat de normen inzake waterlozing waaraan die behandelingsinstallaties moeten voldoen elders beoogd worden, met name in Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, en in de sectorale en integrale voorwaarden die erop van toepassing zijn, dat het om die redenen niet nodig blijkt die waterbehandelingsprocedures in te delen bij rubriek 42;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2004, wordt rubriek 41 vervangen als volgt :

41 WATERWINNING (-AFNAME)						
41.0 Waterwinning (-AFNAME)						
41.00 Waterwinning (-afname)						
41.00.01 Installatie voor de afname van oppervlaktewater, tot drinkwater verwerkbaar of bestemd voor menselijke consumptie	2		DESO DNF			
41.00.02 Installatie voor de afname van grondwater, tot drinkwater verwerkbaar of bestemd voor menselijke consumptie						
41.00.02.01 met een waterwinnings- en/of behandelingscapaciteit van 10 m <sup>3</sup> /dag of minder of die minder dan 50 personen bevoorraadt, als de levering niet in het kader van een commerciële, toeristische of publieke activiteit plaatsvindt	3					
41.00.02.02 met een waterwinnings- en/of behandelingscapaciteit lager dan of gelijk aan 10 000 000 m <sup>3</sup> /jaar, met uitzondering van de installaties bedoeld in 41.00.02.01	2		DESO			
41.00.02.03 met een waterwinningscapaciteit hoger dan 10 000 000 m <sup>3</sup> /jaar	1	X	DESO			
41.00.03 Installatie voor de afname van grondwater, niet tot drinkwater verwerkbaar en niet bestemd voor menselijke consumptie						
41.00.03.01 met een waterwinningscapaciteit lager dan of gelijk aan 10 m <sup>3</sup> /dag en 3 000 m <sup>3</sup> /jaar	3					
41.00.03.02 met een waterwinningscapaciteit hoger dan 10 m <sup>3</sup> /dag of 3 000 m <sup>3</sup> /jaar en lager of gelijk aan 10 000 000 m <sup>3</sup> /jaar	2		DESO			
41.00.03.03 met een waterwinningscapaciteit hoger dan 10 000 000 m <sup>3</sup> /jaar	1	X	DESO			
41.00.04 Installatie voor de bevoorrading of de proeven voor de kunstmatige bevoorrading van het grondwater	1	X	DESO			

**Art. 2.** In bijlage I bij hetzelfde besluit wordt een rubriek 42 ingevoegd, luidend als volgt :

42 WATERBEHANDELING						
42.0 Behandeling van voor menselijk verbruik bestemd water						
42.00 Behandeling van voor menselijk verbruik bestemd grondwater						
42.00.01 Installatie voor de behandeling van grondwater voor menselijke consumptie, met uitzondering van de installaties voor UV-behandeling en ontsmettingsinstallaties met natriumhypochloriet	2		DESO			
42.01 Behandeling van voor menselijk verbruik bestemd oppervlaktewater						
42.01.01 Behandeling van voor menselijk verbruik bestemd oppervlaktewater	2		DESO			

**Art. 3.** Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de winning van tot grondwater verwerkbaar grondwater of voor menselijke consumptie bestemd en betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijke consumptie bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. »

**Art. 4.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de winning van tot grondwater verwerkbaar grondwater of voor menselijke consumptie bestemd bedoeld in de rubrieken 41.00.02.02 en 41.00.02.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijke consumptie bestemd is bedoeld in rubrieken 41.00.03.02 en 41.00.03.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties. »

**Art. 5.** Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de verwerking van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is, wordt vervangen door wat volgt :

« Besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is. »

**Art. 6.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de winning van tot grondwater verwerkbaar grondwater of voor menselijke consumptie bestemd met een winningscapaciteit lager dan of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>/dag of de bevoorrading van minder dan 50 personen, wanneer de bevoorrading niet gebeurt in het kader van een commerciële, toeristische of publieke activiteit en op de installaties voor de winning van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijke consumptie bestemd is bedoeld in rubrieken 41.00.02.01 en 41.00.03.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties. ».

**Art. 7.** De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 8.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO